



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Jeudi 9 janvier 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
201<sup>e</sup> année  
9 janvier 2025  
n° 1 / 8066<sup>e</sup>  
pages 1 à 48



## ÉDITORIAL

- 1 *Rétroactivité et divination, Maxime Barba*

## ACTUALITÉS

- 4 *Cautionnement (disproportion) : pas d'action préventive pour la caution*  
5 *Contrat (exécution imparfaite) : demande de réduction du prix*

## LECTURES

- 12 *Par pragmatisme, Jean-Sylvestre Bergé*

## POINTS DE VUE

- 13 *Du gold plating par anticipation..., Jean-Jacques Daigre*  
15 *La banqueroute s'applique-t-elle toujours en Alsace-Moselle ?, Jean-Luc Vallens*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 22 *Panorama : Responsabilité civile, Philippe Brun, Olivier Gout et Christophe Quézel-Ambrunaz*  
33 *Notes : Précisions sur l'anomalie apparente en cas de « fraude au président » et sur la réaction attendue du banquier, note sous Com. 2 oct. 2024, Jérôme Lasserre Capdeville*  
38 *Irrecevabilité de l'appel formé à seule fin de prolonger le bénéfice du devoir de secours : la Cour de cassation statue au fond, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 23 oct. 2024, Jean-Jacques Lemouland et Laurence Maurer-Vialozzi*



Version numérique incluse\*



322501



43 L'aval est-il un cautionnement comme les autres ? Éléments de réflexion à l'aune du bénéfice de subrogation, *note sous Com. 9 oct. 2024, Thomas Gérard*

## ENTRETIEN

48 Éric Pichet et Ghislain Poissonnier – Consentement du peuple sahraoui aux accords économiques sur le Sahara occidental

Lefebvre Dalloz



Couverture | Sommaire : p.1 p.2

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
Ketty DE FALCO  
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET  
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HELENE HOCH

### CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DISSAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

### DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

### RÉDACTION

#### • DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

#### • RÉDACTION

Maëlle HARSCOÛET DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

#### • CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

#### • ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Lawrence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

### ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*  
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER  
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 11175 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLI-PRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Janvier 2025

### Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Maxime Barba

1

Rétroactivité et divination

## ACTUALITÉS

4

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Cautionnement (disproportion) : pas d'action préventive pour la caution, *Com. 18 déc. 2024*

Consommation

Crédit à la consommation (domaine) :

compte courant à vocation professionnelle, *Cv. 1<sup>re</sup>, 18 déc. 2024*

Société et marché financier

Société à responsabilité limitée : convention réglementée non approuvée, *Com. 18 déc. 2024*

Société à capital variable : reprise des apports après retrait d'un associé, *Com. 18 déc. 2024*

5

### DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Contrat (exécution imparfaite) : demande de réduction du prix, *Cv. 1<sup>re</sup>, 18 déc. 2024*

Produit défectueux (responsabilité) : qualité de producteur d'un fournisseur de véhicule, *CJUE 19 déc. 2024*

Assurance (action directe) : caractère de loi de police, *Cv. 2<sup>e</sup>, 19 déc. 2024*

7

### DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Vente immobilière (rétractation) : computation du délai de dix jours, *Cv. 3<sup>e</sup>, 19 déc. 2024*

7

### DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (traitement) : portée d'une convention collective, *CJUE 19 déc. 2024*

8

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Corruption et trafic d'influence : rejet des pourvois dans l'affaire Nicolas Sarkozy, *Crim. 18 déc. 2024*

9

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Abandon de poste (démission) : portée de l'information du salarié, *CE 18 déc. 2024*

10

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Compétence européenne (assurance) : clause attributive de juridiction, *Cv. 1<sup>re</sup>, 18 déc. 2024*

Profession juridique et judiciaire

Avocat (société professionnelle) : participation d'une société commerciale, *CJUE 19 déc. 2024*

Avocat (honoraires) : caractère exécutoire de la décision du bâtonnier, *Cv. 2<sup>e</sup>, 19 déc. 2024*

risque du groupe Leseovre  
La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t



LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

12

Par pragmatisme

Recueil Dalloz - 9 janvier 2025 - n° 1

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

9 janvier 2025 - n° 1 / 8066<sup>e</sup>



POINTS DE VUE

13

Du gold plating par anticipation...  
par Jean-Jacques Daigre

15

La banqueroute s'applique-t-elle toujours  
en Alsace-Moselle ?  
par Jean-Luc Vallens



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

16

Une inspiration civiliste pour le droit pénal  
des infractions sexuelles ?  
par Charlotte Dubois

PANORAMA

22

Responsabilité civile  
novembre 2023 – octobre 2024  
par Philippe Brun, Olivier Gout  
et Christophe Quézel-Ambrunaz

NOTES

33

Précisions sur l'anomalie apparente en cas de « fraude  
au président » et sur la réaction attendue du banquier,  
note sous Com. 2 oct. 2024  
par Jérôme Lasserre Capdeville

38

Irrecevabilité de l'appel formé à seule fin de prolonger  
le bénéfice du devoir de secours : la Cour de cassation  
statue au fond, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 23 oct. 2024  
par Jean-Jacques Lemouland  
et Laurence Mauger-Vielpeau

43

L'aval est-il un cautionnement comme les autres ?  
Éléments de réflexion à l'aune du bénéfice de subrogation,  
note sous Com. 9 oct. 2024  
par Thomas Gérard



ENTRETIEN

48

Éric Pichet et Ghislain Poissonnier – Consentement du peuple sahraoui  
aux accords économiques sur le Sahara occidental

La rédaction du Recueil  
vous souhaite  
une bonne année 2025

À L'ATTENTION DES AUTEURS



Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revues.fr](http://Dalloz-Revues.fr)**



### QUESTION D'ACTUALITÉ

## FRUITS, PRODUITS ET DROITS SOCIAUX, LA QUÊTE DE LA BONNE ÉQUATION

N. Jullian et F. Collard font un point sur les questions que suscite la répartition des dividendes entre usufruitier et nu-proprétaire et proposent des solutions pour contourner les incertitudes.

21


[www.efl.fr](http://www.efl.fr)


### À LA UNE

**Question pratique** - Vers un renforcement des moyens de lutte contre la contrefaçon en ligne

27

**Sociétés** - L'action en nullité d'un acte d'une société non encore immatriculée se prescrit par trois ans

4

**Biens de l'entreprise** - Loyer commercial binaire : fixation judiciaire du loyer révisé

11

## Lefebvre Dalloz

 EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE



## Sociétés

- 4 - Prescription de l'action en nullité d'un acte d'une société non encore immatriculée
- 4 - Durée de conservation du registre des mouvements de titres d'une société
- 5 - Régime applicable aux attributions gratuites d'actions
- 6 - Information des actionnaires sur les personnes les mieux rémunérées
- 6 - Sociétés de participation financière d'expertise comptable

## Entreprise en difficulté

- 7 - Opposabilité de l'exception d'inexécution au débiteur

## Contrats

- 7 - Responsabilité du transporteur routier
- 8 - Rupture du contrat d'agent commercial pour raisons de santé
- 9 - Indemnité de rupture de l'agent commercial

## Finances de l'entreprise

- 10 - Droit au retrait litigieux d'une créance cédée
- 10 - Plafond du microcrédit professionnel

## Biens de l'entreprise

- 11 - Loyer commercial binaire : fixation judiciaire du loyer révisé
- 12 - Absence de caractère distinctif d'une marque

## Concurrence

- 14 - Rupture brutale d'une relation commerciale établie

## Consommation

- 15 - Nullité d'un contrat conclu hors établissement
- 15 - Qualification du contrat de fourniture et d'installation de panneaux photovoltaïques

- 16 - Sécurité générale des produits : sanctions en cas de non-respect du règlement UE

- 17 - Vice affectant un contrat conclu hors établissement

## Et aussi...

- 18 - Guichet unique des formalités d'entreprises : fin de la procédure de secours

## Commentaire

- 19 - Mise en conformité au droit de l'UE de la « loi influenceurs »

## Question pratique

- 27 - Vers un renforcement des moyens de lutte contre la contrefaçon en ligne

## Veille

- 30 Veille fiscale et sociale



## QUESTION D'ACTUALITÉ



21

**FRUITS, PRODUITS  
ET DROITS SOCIAUX, LA QUÊTE  
DE LA BONNE ÉQUATION**

# RTDF

## Revue trimestrielle de droit financier

Corporate Finance and Capital Markets Law Review

Sous la direction scientifique de **Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Vincent Téchené**, Rédacteur en chef

### Droit financier

**[Actes de colloques] The write-off of contingent convertible bonds (CoCos) in the Credit Suisse case: Lessons for the EU**

Par Anastasia Sotiropoulou

**[Doctrine] Une évaluation des standards ESG dans le cadre de la rémunération des dirigeants en Europe**

Par Marco Dell'Erba & Guido Ferrarini

**[Doctrine] Improving the Effectiveness of EU Capital Markets Law (Lessons from Financial Regulation?)**

Par Eddy Wymeersch

**[Doctrine] Italian Law on Close Corporations: A Copernican Revolution**

Par Peter Agstner

**[Doctrine] The National Court's judgment on the take-private of Masmovil and the strong dissenting opinion**

Par Jesús Almoquera

**[Chronique] Remarques sur le transfert de propriété des actions non cotées par voie de cession**

Par Didier Poracchia

Réf. : Cass. com., 18 septembre 2024, n° 23-10.455 **N° Lexbase : A97365ZM** ; Cass. com., 18 septembre 2024, n° 22-18.436 **N° Lexbase : A97445ZW**

**[Chronique] Corporate Governance - Transparence financière et comptable**

Par Renaud Mortier

**[Chronique] Infractions financières (Délits financiers, sanctions administratives et disciplinaires, sanctions civiles)**

Par Éric Dezeuze

Réf. : AMF, Commission des sanctions, 25 juillet 2024, SAN-2024-08 **N° Lexbase : L3982MNS** ; Cass. com., 10 juillet 2024, n°



**[Chronique] Financements structurés - titrisation**

Par Alexandre Quiquerez

**[Chronique] White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité**

Par Frederick T Davis and Cosima Schelfhout

---

Comité éditorial :

**Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Thierry Bonneau**, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

**Alain Couret**, Professeur émérite de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Jean-Jacques Daigre**, Professeur émérite de droit des affaires de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Thierry Granier**, Professeur à Aix-Marseille Université

**Paul Le Cannu**, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Hervé Le Nabasque**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Nicolas Rontchevsky**, Professeur à l'Université de Strasbourg

**Hervé Synvet**, Professeur émérite de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

---

Comité international :

**Lucian A. Bebchuk**, Professor of Law, Economics and Finance, Director, Program on Corporate Governance, Harvard Law School

**George A. Casey Partner**, Shearman & Sterling LLP, New York

**James D. Cox**, Professor of Law, Duke Law School

**Paul Davies**, Emeritus Fellow, formerly Allen & Overy, Professor of Corporate Law

**Luca Enriques**, Professore ordinario presso la Facoltà di Giurisprudenza, Università di Bologna

**Guido Ferrarini**, Professore ordinario di Diritto dell'economia, Università di Genova

**Gérard Hertig**, Professor of Law and Economics, Eidgenössische Technische Hochschule Zürich

**Klaus J. Hopt**, Emeritus Professor, Max Planck Institute of Foreign Private and Private International Law

**Jonathan R. Macey**, Professor of Corporate Law, Corporate Finance and Securities Law, Yale Law School

# RJCom

Revue de jurisprudence commerciale

Ancien journal des agrées – 67<sup>e</sup> année

Sous la direction scientifique de **Jean-Marie Leloup**, Avocat au Barreau de Paris, ancien Bâtonnier de l'Ordre de Poitiers

Rédaction :

**Vincent Téchené**, Rédacteur en chef

**Perrine Cathalo**, Rédactrice en droit des affaires

## Éditorial

[A la une] **Éditorial**

Par Jean-Marie Leloup

## Commercial

[Chronique] **Chronique de droit du commerce international**

Par Fabienne Kutscher-Puis

[En librairie] **Note bibliographique**

Par Fabienne Kutscher-Puis

## Concurrence

[Chronique] **Chronique de droit de la concurrence**

Par Georges Decocq

Réf. : CJUE, 19 septembre 2024, aff. C-264/23, Booking.com BV **N° Lexbase : A97925ZP**

## Contrats et obligations

[Le point sur...] **De l'(in)utilité de la catégorie des contrats réels**

Par Camille Jussiaux

## Sociétés

[Chronique] **Chronique de droit des sociétés**

Par le groupe de recherches sur les organisations et les groupements (GROG)

## Tribune

[Tribune] **Un procureur regretté : Stephen Almaseanu**

Par Georges Teboul

[Tribune] **Avis aux lecteurs**

Par Antoine Diesbecq

---

Conseil éditorial :

**Alain Dautriat**, Juge commissaire au tribunal de commerce de Bobigny

**Georges Decocq**, Professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine, co-directeur du Centre de Recherche Droit Dauphine

**Sylvaine Poillot-Peruzzetto**, Conseillère à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques 

---

Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence 

---

Sources officielles 

---

## Contrats Concurrence Consommation, n° 1 du 01 janvier 2025

---

### Sommaire du numéro

#### Repère

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS DÉFECTUEUX

**Nouvelle directive sur la responsabilité du fait des produits défectueux :  
accroissement de la protection des consommateurs et autres personnes physiques**

N° 1 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

#### Alertes

FOCUS | MINI-CRÉDITS

**Les mini-crédits : dangers et perspectives d'encadrement**

N° 1 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

**Sécurité des jouets : près de 30 % des établissements contrôlés en 2023 par la  
DGCCRF présentaient des anomalies**

N° 2

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

## Produits issus du travail forcé : le règlement européen est publié

N° 3

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | CONSOMMATION

## Du 7 novembre au 1er décembre 2024

N° 4

[Consulter le PDF](#)

### Dossier



CONSOMMATION

## Rencontres du droit de la consommation 2024

N° 1 - Par Carole AUBERT DE VINCELLES et Natacha SAUPHANOR-BROUILLAUD

[Consulter le PDF](#)

COUR DE CASSATION

## Propos introductifs

N° 2 - Par Carole CHAMPALAUNE

[Consulter le PDF](#)

POUVOIR JUDICIAIRE

## L'office du juge en matière de sanctions civiles

N° 3 - Par Jean-Christophe BRUYÈRE

[Consulter le PDF](#)

DGCCRF

## Bilan de la mise en oeuvre des sanctions administratives depuis la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation

N° 4 - Par Carla DEVEILLE-FONTINHA

[Consulter le PDF](#)

AVIS

## Nouvelles pratiques et nouveaux enjeux du droit de la consommation

N° 5 - Par Carla DEVEILLE-FONTINHA

[Consulter le PDF](#)

### Étude



MARD

## Bilan sur les modes amiables de résolution des litiges en droit de la consommation

N° 1 - Par Nathalie RZEPECKI

[Consulter le PDF](#)

### Commentaires



CONTRATS | DOL ET LANGUE FRANÇAISE

## Précision sur la portée de l'ordonnance de Villers-Cotterêts

N° 1 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | PROMESSE UNILATÉRALE DE VENTE

## Moments d'appréciation de la vileté du prix de vente et de la lésion : une étonnante différence

N° 2 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | RESPONSABILITÉ MÉDICALE

## Responsabilité médicale : une responsabilité pour faute, mais une faute parfois présumée

N° 3 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | CESSION DE CRÉANCE

## Cession de créance : le retrait litigieux est toujours ouvert au débiteur cédé par le Code civil, du moins tant que la créance cédée est encore litigieuse

N° 4 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

## Qualification : indépendance de l'agent

N° 5 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

## Imputabilité de la rupture en cas de cessation de commercialisation des produits objet du contrat

N° 6 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

## Le concurrent d'une entreprise ayant enfreint le RGPD peut exercer une action en concurrence déloyale contre celle-ci

N° 7 - Par Hélène AUBRY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉLAI DE PAIEMENT

## Notion d'entreprise

N° 8 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTE

## Nouvelle charge de la justice européenne contre les règles FIFA sur les transferts

N° 9 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | GÉNÉRALITÉS

## Affaire Brenntag : la cour d'appel de Paris confirme la sanction pour obstruction

N° 10 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTES VERTICALES

## Près d'un demi-milliard d'euros de sanction pour des pratiques de prix minimums

N° 11 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT DE DÉMÉNAGEMENT

## Mise en oeuvre de la responsabilité du transporteur en l'absence de réserves émises lors de la livraison

N° 12 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT HORS ÉTABLISSEMENT

## **Point de départ de la prescription de l'action en nullité pour défaut d'information sur la capacité énergétique de l'installation photovoltaïque**

N° 13 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | INFLUENCE COMMERCIALE

## **Adaptation au droit de l'Union européenne de la législation sur les influenceurs**

N° 14 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS

## **Surendettement**

N° 15 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | BANQUE

## **Fraude au faux conseiller bancaire**

N° 16 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques 

---

Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence 

---

Sources officielles 

---

## Droit des sociétés, n° 1 du 01 janvier 2025

---

### Sommaire du numéro

#### Repère

SAS

#### Clap de fin pour la loi de la minorité

N° 1 - Par Renaud MORTIER

#### Alertes

FOCUS | GUICHET UNIQUE

#### Fin de la procédure de continuité pour le guichet unique des formalités d'entreprises

N° 1

VEILLE | DROITS SOCIAUX

#### Communication des pièces nécessaires à l'expert en l'absence de règles de valorisation définies

N° 2 - Par Clara LAVIELLE

VEILLE | DIRIGEANT SOCIAL

#### Qualification de la relation contractuelle entre une société et son dirigeant : critères à



## prendre en compte

N° 3

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### **Pas de faute de gestion pour le débiteur qui ne déclare pas la cessation des paiements en cas d'ouverture d'une procédure de conciliation**

N° 4 - Par Marine DESTREGUIL

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### **Responsabilité pour insuffisance d'actif et représentants permanents des dirigeants personnes morales**

N° 5

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### **Une avance consentie et garantie par le superprivilège ne peut donner lieu à restitution demandée par un liquidateur judiciaire**

N° 6

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### **Déclaration d'insaisissabilité inopposable au créancier : la vente forcée de l'immeuble du débiteur en liquidation judiciaire est possible**

N° 7

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### **Pas de nécessité de déclarer une créance pour s'opposer à une demande en paiement d'une prestation non réalisée**

N° 8

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### **Responsabilité pour insuffisance d'actif et interdiction de gérer : précisions sur la poursuite d'une activité déficitaire**

N° 9

VEILLE | RÈGLEMENT TAXONOMIE

### **L'AMF dresse un état des lieux du reporting taxonomie dans le secteur financier**

N° 10

VEILLE | REPORTING DE DURABILITÉ

### **L'AMF publie un rapport sur le reporting de durabilité des sociétés cotées**

N° 11

VEILLE | AUDIT

### **La CNCC dégage des pistes de réflexion pour une utilisation responsable de l'IA dans le domaine de l'audit**

N° 12

VEILLE | ABUS DE DROIT

### **Triple précision en matière d'abus de droit**

N° 13 - Par Lucienne ERSTEIN

VEILLE | FISCALITÉ

## Nouvelles obligations déclaratives pour les réductions d'impôt en faveur des jeunes entreprises innovantes

N° 14

VEILLE | RESPONSABILITÉ FISCALE

## Responsabilité fiscale du dirigeant social

N° 15 - Par Thierry FAVARIO

VEILLE | TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

## Transfert du siège social dans un autre État membre

N° 16 - Par Lucienne ERSTEIN

VEILLE | SOCIÉTÉS DE GESTION DE PORTEFEUILLE

## Modifications du règlement général de l'AMF : nouvelles obligations pour les sociétés de gestion de portefeuille et les FCPR

N° 17

VEILLE | MANIPULATION DE COURS

## L'AMF sanctionne un fonds d'investissement américain et son dirigeant pour manipulation de cours

N° 18

VEILLE | OBLIGATIONS DE TRANSITION

## Lancement des obligations de transition pour financer la décarbonation des PME et ETI

N° 19

VEILLE | NOTATIONS ENVIRONNEMENTALES

## Notations environnementales, sociales et de gouvernance : le règlement européen est publié

N° 20

VEILLE | CONSEIL EN ASSURANCE

## Nouvelle recommandation de l'ACPR sur le devoir de conseil en assurance intégrant les préférences de durabilité

N° 21

VEILLE | BIODIVERSITÉ

## Lancement d'un fonds commun par la Caisse des Dépôts et la Banque de France pour mesurer l'impact des entreprises sur la biodiversité

N° 22

VEILLE | FINANCEMENT DES ENTREPRISES

## Renouvellement de l'accord de place sur la médiation du crédit aux entreprises

N° 23

VEILLE | AVOCAT

## Accompagnement des jeunes avocats par un avocat référent pendant les 2 premières années d'exercice

N° 24

## Chronique



SOCIÉTÉ

### Un an de droit patrimonial des sociétés

N° 1 - Par Fabrice COLLARD et Estelle NAUDIN

## Étude



PROCÉDURES COLLECTIVES

### Le TAE ou l'extension de compétence d'attribution des tribunaux de commerce : la grande illusion !

N° 1 - Par Véronique MARTINEAU-BOURGNINAUD

## Entretien



MARCHÉ DE CAPITAUX

### Règlement sur les abus de marché : que dire des principales modifications apportées par le Listing Act ?

N° 1 - Par Camille LARTIGUE et Philippe TESSON

## Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | DROITS SOCIAUX

### Droits de l'usufruitier de droits sociaux sur le dividende issu de la vente de la totalité des immeubles sociaux d'une SCI

N° 1 - Par Renaud MORTIER

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ

### De la difficulté d'obtenir la dissolution d'une société en lien avec son objet social

N° 2 - Par Renaud MORTIER

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE

### Justes motifs de retrait d'un associé de société civile d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (timeshare)

N° 3 - Par Nadège JULLIAN

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

### Point de décision collective sans majorité

N° 4 - Par Jean-François HAMELIN

SOCIÉTÉS COTÉES | OFFRE PUBLIQUE

### Scission partielle de Vivendi SE : le droit français des offres publiques mis à l'épreuve

## d'un ingénieux montage

N° 5 - Par Vincent MALASSIGNÉ

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | BANQUEROUTE

## Principe d'interprétation stricte de la loi pénale au regard de la spécificité du droit local d'Alsace-Lorraine

N° 6 - Par Renaud SALOMON

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SOCIÉTÉ DE PERSONNES

## Effets de l'option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés

N° 7 - Par Jean-Luc PIERRE

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | CESSION DE DROITS SOCIAUX

## Effets, en présence d'une cession de droits sociaux par des particuliers, d'une clause de variation de prix

N° 8 - Par Jean-Luc PIERRE

# Contenus

---

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

---

## La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 1 du 06 janvier 2025

---

### Sommaire du numéro

#### La Semaine du droit



ÉDITO

#### Nos Gisèle

N° 1 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PRESTATIONS FAMILIALES

#### Conditions d'accès aux prestations familiales pour les ressortissants de pays tiers

N° 2

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

#### Journal officiel du 19 au 31 décembre 2024

N° 3

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

#### Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 15 décembre 2024

N° 4

[Consulter le PDF](#)

## L'article 145 du Code de procédure civile et le droit à la preuve : aggiornamento

N° 5 - Par Xavier Philippe VUITTON

[Consulter le PDF](#)

## Affaire de corruption, trafic d'influence et violation du secret professionnel

N° 6

[Consulter le PDF](#)

## Journal officiel du 12 au 31 décembre 2024

N° 7

[Consulter le PDF](#)

## Arrêts P de la Cour de cassation du 25 novembre au 15 décembre 2024

N° 8

[Consulter le PDF](#)

## L'enjeu de la qualification des actes en procédure pénale

N° 9 - Par Philippe COLLET

[Consulter le PDF](#)

## Gérant de société : responsabilité cumulative en cas de conventions réglementées et de fautes de gestion

N° 10

[Consulter le PDF](#)

## Journal officiel du 19 au 31 décembre 2024

N° 11

[Consulter le PDF](#)

## Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 15 décembre 2024

N° 12

[Consulter le PDF](#)

## Le vice connu du sous-acquéreur demeure caché lors d'une action contre le vendeur originaire

N° 13 - Par Aline VIGNON-BARRAULT

[Consulter le PDF](#)

## Validation par le Conseil d'État du dispositif de présomption de démission en cas d'abandon de poste

N° 14

[Consulter le PDF](#)

## La convention d'assurance chômage du 15 novembre 2024 est agréée

N° 15

[Consulter le PDF](#)

## Quinze heures d'activité pour le RSA : un recul des droits sociaux, selon la CNCDH

N° 16

[Consulter le PDF](#)

## Journal officiel du 19 au 31 décembre 2024

N° 17

[Consulter le PDF](#)

## Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 15 décembre 2024

N° 18

[Consulter le PDF](#)

## Validation constitutionnelle des dispositions sur la déductibilité de la CSG pour les plus-values mobilières

N° 19

[Consulter le PDF](#)

## Retenue à la source sur des revenus non commerciaux

N° 20 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

## Journal officiel du 19 au 31 décembre 2024

N° 21

[Consulter le PDF](#)

## Arrêts A du Conseil d'État du 9 au 22 décembre 2024

N° 22

[Consulter le PDF](#)

## Investissements dans les diamants : quelle est la responsabilité du banquier ?

N° 23 - Par Bénédicte DESMAISONS

[Consulter le PDF](#)

## Excellence, égalité des chances et internationalisation

N° 24 - Par Laurent GAMET

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine de la doctrine



## Composter les défunts : que dit le droit au sujet de la terramation ?

N° 25 - Par Jordy BONY et Damien CHARABIDZE

[Consulter le PDF](#)

## Droit de la Convention européenne des droits de l'homme

N° 26 - Par Frédéric SUDRE , Laure MILANO , Béatrice PASTRE-BELDA et Aurélia SCHAHRMANECHE

[Consulter le PDF](#)

## Décoder l'IA en 2025 : actualités d'une technologie en voie de banalisation

N° 27

[Consulter le PDF](#)

**La Semaine du praticien**



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | LIBERTÉS PUBLIQUES

**Le tribunal administratif de Paris ordonne la communication des rapports de l'inspection générale de la justice**

N° 29 - Par Clemmy FRIEDRICH

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | UNION EUROPÉENNE

**Coopération judiciaire dans l'UE : règlement relatif au transfert des procédures en matière pénale**

N° 30

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | NOUVELLES TECHNOLOGIES

**IA générative dans le droit : 20 propositions pour une adoption éthique et efficace**

N° 31

[Consulter le PDF](#)



# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques



Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence



Sources officielles



---

## La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 1 du 02 janvier 2025

---

### Sommaire du numéro

#### Échos de la pratique



ENTREPRISE

#### 3 QUESTIONS - Directive CSRD : vers un moratoire ?

N° 1 - Par Patrick KLUGMAN et Ivan TEREL

[Consulter le PDF](#)

ASSURANCE

#### La BCE et l'EIOPA proposent une approche européenne pour réduire l'impact économique des catastrophes naturelles

N° 2

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### Les alertes en droit du travail

N° 3

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### Revue Droit des sociétés

N° 4

[Consulter le PDF](#)

## Près d'un salarié sur deux envisage une reconversion professionnelle en 2025

N° 5

[Consulter le PDF](#)

### Actualités



AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

#### Précisions sur le bon usage des moyens de défense offerts à la caution pour tenter de se libérer de son engagement

N° 6

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

#### Droit de l'insolvabilité : le Conseil arrête sa position sur les dispositions essentielles de la législation relative à l'union des marchés des capitaux

N° 7

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

#### La garantie - bien éphémère - de parfait achèvement

N° 8

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

#### Prêt hypothécaire et taux d'intérêt variable

N° 9

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

#### Retrait d'un associé d'une SARL : attention au montant minimum du capital social

N° 10

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

#### Gérant de société : responsabilité cumulative en cas de conventions réglementées et de fautes de gestion

N° 11

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

#### Validation par le Conseil d'État du dispositif de présomption de démission en cas d'abandon de poste

N° 12

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

#### Obligation d'enregistrement du temps de travail pour les employeurs domestiques

N° 13

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

#### Différence de traitement fiscal et comparabilité des contribuables

N° 14

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

#### Transfert du siège social dans un autre État membre

N° 15

[Consulter le PDF](#)

## Retenue à la source sur des revenus non commerciaux

N° 16

[Consulter le PDF](#)

## Finances publiques : le projet de loi spéciale est définitivement adopté

N° 17

[Consulter le PDF](#)

## Abus de droit : cession des titres d'une société

N° 18

[Consulter le PDF](#)

## Responsabilité fiscale du dirigeant social : une précision qui ne manque pas d'intérêt

N° 19

[Consulter le PDF](#)

## Études et commentaires



## Innovations et environnement Les défis lancés aux juristes

N° 1000 - Par Sabrina DUPOUY et Vanessa MONTEILLET

[Consulter le PDF](#)

## Innovations et protection de l'environnement dans le domaine de l'énergie

N° 1001 - Par Marie LAMOUREUX

[Consulter le PDF](#)

## La propriété intellectuelle en matière de biodiversité, contre l'intérêt général ?

N° 1002 - Par Loïc PEYEN

[Consulter le PDF](#)

## Construction : l'immeuble numérique, un levier (efficace) au service de l'environnement

N° 1003 - Par David RICHARD

[Consulter le PDF](#)

## Innovations techniques et contrats publics

N° 1004 - Par François LICHÈRE

[Consulter le PDF](#)

## Vers de nouvelles conceptions de l'intérêt à agir pour défendre l'environnement ?

N° 1005 - Par Laura CANALI

[Consulter le PDF](#)

## La prise en considération des décisions du Conseil constitutionnel par le juge judiciaire en matière environnementale

N° 1006 - Par Grégoire LERAY

[Consulter le PDF](#)

## **Le rôle de la jurisprudence judiciaire**

N° 1007 - Par Chantal ARENS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

## **Quelques pistes d'ingénierie sociétaire au soutien de l'environnement**

N° 1008 - Par Jacques MESTRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

## **Environnement et ingénierie financière**

N° 1009 - Par Franck JULIEN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

## **L'ingénierie contractuelle**

N° 1010 - Par Gilles J. MARTIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

## **Libre propos : innovation et environnement**

N° 1011 - Par Michel PRIEUR

[Consulter le PDF](#)

# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques



Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence



Sources officielles



## La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 2 du 09 janvier 2025

---

### Sommaire du numéro

#### Échos de la pratique



DROIT EUROPÉEN

#### 3 QUESTIONS - Le nouveau projet de loi DDADUE

N° 20 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

#### Lancement de l'expérimentation des tribunaux des activités économiques

N° 21

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### Vulnérabilité et entreprise

N° 22

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### Revue Contrats concurrence consommation

N° 23

[Consulter le PDF](#)

**Actualités**



AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

**Les loyers binaires après l'arrêt « Monoprix » du 30 mai 2024**

N° 25 - Par Bastien BRIGNON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

**La nature professionnelle d'un compte courant se détermine au moment de son ouverture**

N° 26

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**L'AMF actualise son guide d'élaboration du programme d'activité des sociétés de gestion de portefeuille**

N° 27

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

**Feu vert du Conseil de l'UE pour les nouvelles règles relatives à l'amélioration du droit des sociétés à l'ère numérique**

N° 28

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

**Temps partiel et temps partiel contraint : des inflexions possibles pour un cadre rénové**

N° 29

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LANCEUR D'ALERTE

**Publication d'un guide pour une protection optimale des lanceurs d'alerte**

N° 30

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

**Quinze heures d'activité pour le RSA : un recul des droits sociaux, selon la CNCDH**

N° 31

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

**Liste des substances concernées par la redevance pour pollutions diffuses**

N° 32

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

**L'Administration intègre dans sa doctrine les dernières évolutions législatives intervenues dans le domaine du médicament**

N° 33

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

### Le traitement des données issues de la facturation électronique

N° 1012 - Par Aurélien ROCHER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

### Facturation électronique et services de confiance

N° 1013 - Par Thibault DOUVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

### Droit de l'internet

N° 1014 - Par Agnès ROBIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

### Crédit immobilier : importante précision sur la mise en demeure préalable au prononcé de la déchéance du terme

N° 1015 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT DE MANDAT

### Inexécution de l'obligation de bonne foi par la Française des jeux

N° 1016 - Par Philippe GRIGNON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

### De l'opposabilité des clauses limitatives de responsabilité au tiers victime de l'inexécution contractuelle

N° 1017 - Par Cédric LATIL

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL DISSIMULÉ

### Travail dissimulé : détermination du produit résultant de l'infraction

N° 1018 - Par Thierry TAURAN

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

### Transfert de siège de société au sein de l'Union européenne

N° 1019 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

## À la une

### IA générative et métiers du droit : un rapport du Sénat appelle à ne pas légiférer davantage

Le rapport d'une mission d'information sénatoriale sur les effets de l'intelligence artificielle générative sur les métiers du droit conclut à un besoin de stabilité normative dans ce domaine. Il juge néanmoins opportun d'inscrire dans la loi la définition de la consultation juridique.



© furyon\_AdobeStock

## Actualité

### « La convention internationale pour la protection des avocats est une avancée majeure pour la profession »

entretien avec Thierry WICKERS

## Doctrine

### Solidarité familiale : regard critique sur les nouvelles dispenses d'aide alimentaire

étude par Christelle RIEUBERNET

## Jurisprudence

### Liberté statutaire et décisions collectives dans les sociétés par actions simplifiées

note par Antoine TADROS  
sous Cass. ass. plén., 15 nov. 2024

## Gazette Spécialisée

### DROIT BANCAIRE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Guillaume VALDELIÈVRE

*Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation*

• Antonin PITRAS

*Maître de conférences à l'université du Maine, avocat au barreau de Paris*

AVEC LA PARTICIPATION DE

Julie CLAVEL-THORAVAL, Étienne GASTEBLED, Antoine GOUËZEL, Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, Anne-Gaëlle LE MERLUS, Marc MIGNOT, Sophie MOREIL, Juliette MOREL-MAROGER et Olivier SALATI





## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : [relationclients@lextenso.fr](mailto:relationclients@lextenso.fr)

Publicité : [julien.combaud@lextenso.fr](mailto:julien.combaud@lextenso.fr)

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilletable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilletable numérique : 259 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

## Actualité

- GPL471t9 ■ IA générative et métiers du droit : un rapport du Sénat appelle à ne pas légiférer davantage 3
- GPL471u0 ■ Gérald Darmanin, nouveau ministre de la Justice 5
- GPL471u5 ■ CRFPA et CAPA : diplômes équivalents au master en droit 6
- GPL471t8 ■ « La convention internationale pour la protection des avocats est une avancée majeure pour la profession » entretien avec Thierry WICKERS 9


## Retour sur

- GPL471r3 - Dématérialisation des procédures judiciaires : état des lieux et perspectives par Miren LARTIGUE 11

## Doctrine

- GPL469w8 ■ Solidarité familiale : regard critique sur les nouvelles dispenses d'aide alimentaire étude par Christelle RIEUBERNET 14

## Jurisprudence

- GPL471r5 ■ Liberté statutaire et décisions collectives dans les sociétés par actions simplifiées note par Antoine TADROS sous Cass. ass. plén., 15 nov. 2024 18
- GPL471r9 ■ Le point de départ du délai d'opposition à injonction de payer non signifiée à personne lorsque le créancier intervient à une procédure de saisie des rémunérations en cours note par Philippe CASSON sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 24 oct. 2024 22
- GPL471n6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 24
- GPL471s6 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 26
- GPL471n4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD 29
- GPL471l9 ■ Chronique de jurisprudence de droit des contrats par Dimitri HOUTCIEFF en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://text.so/GPL471l9> 

## Gazette Spécialisée

### DROIT BANCAIRE

31

Sous la responsabilité scientifique de  
Guillaume VALDELIÈVRE et Antonin PITRAS

La rédaction de la *Gazette du Palais* vous présente  
ses meilleurs vœux pour 2025.

# BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

## ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

### À LA UNE

#### RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

**Le responsable de l'insuffisance d'actif est le représentant permanent désigné par la personne morale présidente de SAS** → PAGE 29

Pierre-Louis PÉRIN et Julie MOLINIÉ

#### FUSIONS ACQUISITIONS

**Le passif solidaire dans les opérations de scission** → PAGE 23

Bruno DONDERO

#### DOCTRINE

**Les résolutions financières des sociétés cotées après la loi *Attractivité*** → PAGE 43

Rodolphe ELINEAU et Louis-Marie SAVATIER

#### ÉCLAIRAGE

**Une loi spéciale aujourd'hui, en attendant demain la loi de finances...** → PAGE 5

Régis VABRES

# SOMMAIRE

## ÉCLAIRAGE

- BJS203p2 • **Une loi spéciale aujourd'hui, en attendant demain la loi de finances...** 5  
Régis VABRES

## DROIT COMMUN

- BJS203n9 • **Mission d'évaluation et communication de pièces : une affaire de patience !** 7  
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 27 nov. 2024, n° 23-17.536, F–B
- BJS203o1 • **Le rôle de l'expert de l'article 1592 du Code civil chargé d'estimer un complément de prix** 9  
Thibaut MASSART – Cass. com., 9 oct. 2024, n° 22-23.241, F
- BJS203o7 • **Aval : retour sur l'engagement personnel du dirigeant social** 11  
Nicolas MATHEY – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 22-22.215, FS–B

## SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS203n7 • **La tierce opposition de l'associé n'est pas la session de rattrapage de la société condamnée** 14  
Thierry FAVARIO – Cass. 2<sup>e</sup> civ., 12 sept. 2024, n° 22-12.337, F–B
- BJS203o2 • **Appréciation stricte des conditions de retrait d'un associé d'une SCI en jouissance à temps partagé** 16  
Michel STORCK – Cass. 3<sup>e</sup> civ., 21 nov. 2024, n° 23-16.857, FS–B
- BJS203o8 • **Annulation d'une assemblée générale tenue malgré son ajournement et présidée par l'associé majoritaire** 18  
Elsa GUÉGAN – CA Paris, 5-9, 12 sept. 2024, n° 22/02179
- BJS203p1 • **Mésentente dans l'égalité : la dissolution de la SCI est proche** 20  
Thibault DE RAVEL D'ESCLAPON – CA Versailles, 26 nov. 2024, n° 22/05213

## FUSIONS ACQUISITIONS

- BJS203p7 • **Le passif solidaire dans les opérations de scission** 23  
Bruno DONDERO – CJUE, 29 juill. 2024, n° C-713/22, LivaNova plc
- BJS203p8 • **Fusion et procédure civile : la fusion, vue d'en face** 26  
Bruno DONDERO – Cass. com., 18 sept. 2024, n° 23-13.453, F–B

## RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS203o6 • **Le responsable de l'insuffisance d'actif est le représentant permanent désigné par la personne morale présidente de SAS** 29  
Pierre-Louis PÉRIN et Julie MOLINIÉ – Cass. com., 20 nov. 2024, n° 23-17.842, F–B

BJS203n6 • <b>Un plan de redressement comportant une inaliénabilité paralyse la transmission universelle du patrimoine</b>	<b>32</b>
Gérard JAZOTTES – Cass. com., 2 oct. 2024, n° 23-14.912, F-B	
BJS203o4 • <b>L'obligation de déclaration de la cessation des paiements reportée à la fin de la conciliation</b>	<b>34</b>
Laurence FIN-LANGER – Cass. com., 20 nov. 2024, n° 23-12.297, FS-B	
BJS203n8 • <b>Pas de direction de fait sans immixtion de la société mère dans la gestion de sa filiale</b>	<b>36</b>
Emma MIGLIETTA – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 22-23.151, F-D	
BJS203o0 • <b>La faillite civile prévue par le droit local d'Alsace-Moselle n'est pas la condition préalable de la banqueroute</b>	<b>39</b>
Renaud SALOMON – Cass. crim., 6 nov. 2024, n° 23-85.314, F-B	

## DOCTRINE

BJS203o3 • <b>Les résolutions financières des sociétés cotées après la loi <i>Attractivité</i></b>	<b>43</b>
Rodolphe ELINEAU et Louis-Marie SAVATIER	

**PRATIQUE** P. 12

RURAL

## Exploitations agricoles en difficulté : un revirement en matière d'attribution du bail rural

par Didier Krajeski**ACTUALITÉS** P. 5

IMMOBILIER

Le recours au notaire n'est pas exigé pour informer la SAFER du retrait de la vente en cours d'instance en révision du prix

**PROFESSIONS**

Attribution de la plume au notaire du vendeur et choix d'un acte administratif par les personnes publiques

**PROFESSIONS**

Position du gouvernement concernant l'adaptation de la loi *Croissance* à la nomination des notaires en Alsace-Moselle

**DOCTRINE** P. 18

IMMOBILIER

Principe de réparation intégrale du préjudice en cas de dégradation fautive par le locataire

par Adrien Ruet**CHRONIQUES** P. 23

PERSONNES / FAMILLE

Indivision

par Bernard Vareille  
et Annie Chamoulaud-Trapiers



## ACTUALITÉS P. 5

### À LA UNE

DEF223m8 ■ Le recours au notaire n'est pas exigé pour informer la SAFER du retrait de la vente en cours d'instance en révision du prix

### ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF223m1 ■ Une indemnité d'occupation est due au vendeur même si l'annulation de la vente lui est imputable

### FAMILLE - PATRIMOINE

DEF223m2 ■ Modalités d'exécution de la prestation compensatoire par l'attribution d'un droit temporaire d'usage et d'habitation

### FISCAL

DEF223m3 ■ Précisions gouvernementales relatives à la solidarité fiscale des indivisaires immobiliers

### PROFESSION

DEF223m5 ■ Attribution de la plume au notaire du vendeur et choix d'un acte administratif par les personnes publiques

### PROFESSION

DEF223m4 ■ Position du gouvernement concernant l'adaptation de la loi *Croissance* à la nomination des notaires en Alsace-Moselle

## PRATIQUE P. 12

### QUESTIONS-RÉPONSES

DEF223e6 ■ Exploitations agricoles en difficulté : un revirement en matière d'attribution du bail rural par **Didier Krajeski**

## DOCTRINE P. 18

DEF222w7 ■ Principe de réparation intégrale du préjudice en cas de dégradation fautive par le locataire par **Adrien Ruet**

## CHRONIQUES P. 23

DEF223g3 ■ Indivision par **Bernard Vareille** et **Annie Chamoulaud-Trapiers**

## VIE PRO P. 32

## OFFRES ET DEMANDES P. 37

## INDICES P. 40

## Foreign direct investment and screening of acquisitions in the financial sector – too little, too late?, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/3, p. 3-5

DOCTRINE  E. HÄRKÖNEN  DROIT FINANCIER

acquisition - screening - company - financial sector - member - foreign investments - investment - cent - payment - security - sector - total assets - financial services - public order - economy - direct investment - direct investments - influence - screening mechanism - controlling stake - suitability - innovation - interest - public security...

19/12/2024

## [Union bancaire] Introduction, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/3, p. 9-14

DOCTRINE  G. HARDY  BANQUE ET CRÉDIT

européanisation - autorité - directive - système - état - autorités nationales - méthode - États membres - banque - droit bancaire - université - pouvoir - étude du mécanisme - communauté - européanisation de la surveillance - international journal - international journal for - services - méthode d'intégration - commission -... [Voir plus](#)

19/12/2024

## L'influence de l'Union européenne au sein des instances internationales de régulation financière, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/3, p. 15-21

DOCTRINE  L. CHERCHENEFF  BANQUE ET CRÉDIT - DROIT FINANCIER - DROIT EUROPÉEN

institution - état - commission européenne - organisation - représentation - zone euro - sein des institutions - États membres - influence - autorité - sein des institutions financières - niveau - international - côté - président - marchés de capitaux - membre - sein des instances - processus - international journal - international... [Voir plus](#)

19/12/2024

## Européanisation et assurances, le système européen d'assurance des dépôts (SEAD), *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/3, p. 22-24

DOCTRINE  P. PAILLER  BANQUE ET CRÉDIT - DROIT FINANCIER

système - directive - commission - proposition de règlement - parlement européen - systèmes de garantie - systèmes de garantie des dépôts - commission européenne - projet de rapport - banque - assurance - fonds - européanisation - international - coopération - système européen - document - conseil de résolution unique - pilier -... [Voir plus](#)

19/12/2024

## Européanisation et entreprises d'investissement, l'application du droit bancaire aux groupes financiers, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/3, p. 25-39

DOCTRINE  L. SUIRE  BANQUE ET CRÉDIT - DROIT FINANCIER

entreprise - entreprises d'investissement - établissement - exigence - supervision - activité - entité - établissements de crédit - catégorie - européanisation - directive - échelle - exigences prudentielles - réglementation - taille - autorité - commission - risque - international - surveillance - échelle européenne - international... [Voir plus](#)

19/12/2024

## Europeanisation and Supervisors: the Relationship between the ECB, the EBA and the National Authorities, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/3, p. 40-61

DOCTRINE  E. PETRITZ  BANQUE ET CRÉDIT - DROIT EUROPÉEN

https - banking - paragraph - mechanism - supervision - banking regulation - institution - mechanism in action - experimentalism - competent authorities - polyarchy - close cooperation - credit - chapter - foundation - revue - power - prudential supervision - national supervisors - construction - europeanisation - single mechanisms - monetary...

19/12/2024

## Autorités européennes de résolution bancaire : les rapports entre le CRU, la BCE et les autorités nationales, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/3, p. 62-68

DOCTRINE  J. LASSERRE CAPDEVILLE  BANQUE ET CRÉDIT - DROIT EUROPÉEN

autorité - autorités nationales - pouvoir - établissement - groupe - rapport - banque - dispositif - rapports entre le cru - entité - état - résolution - plan - international - revue internationale - autorités compétentes - dispositif de résolution - directive - services - critère - international journal - international journal for -... [Voir plus](#)

19/12/2024

## [Vers la finalisation du régime ELTIF 2.0 : la montagne accouchera-t-elle d'une souris ?, \*R.I.S.F.-I.J.F.S.\*, 2024/3, p. 72-94](#)

DOCTRINE [L. SUIRE](#) [DROIT FINANCIER](#)

fonds - commission - investisseur - actif - gestionnaire - action - commission européenne - règlement délégué - autorité - remboursement - standard - exigence - pourcentage - période - directive - investissement - objectif - consultation - information - projet - services - demandes de remboursement - international journal - international...

19/12/2024

## [Chronique sur les clauses abusives dans les contrats bancaires et financiers, \*R.I.S.F.-I.J.F.S.\*, 2024/3, p. 97-114](#)

DOCTRINE [J. SLADIC - M. COMBET](#) [DROIT DE LA CONSOMMATION - PRATIQUES DU MARCHÉ - BANQUE ET CRÉDIT](#)

consommateur - professionnel - clause - caractère - juge national - directive - caractère abusif - point - clauses abusives - taux - suppression - services - international journal for - international journal - service - contrat - registre - contrat de prêt - équilibre - prêt - contenu - revue internationale - interprétation - banque -...

19/12/2024

## [Non-rétroactivité de la caducité d'un contrat de prêt, en cas d'exécution complète du contrat au jour de sa caducité, \*R.I.S.F.-I.J.F.S.\*, 2024/3, p. 115-117](#)

DOCTRINE [A. PITRAS](#) [DROIT CIVIL ÉTRANGER - DROIT DES OBLIGATIONS - PRINCIPES GÉNÉRAUX - OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES - CONTRATS SPÉCIAUX - ASSURANCES](#)

caducité - contrat - banque - contrat d assurance-vie - prêt - renonciation - caducité des prêts - rétroactivité - effet rétroactif - contrat de location - réforme - revue internationale - restitution - client - international journal for - convention - date d exercice - date de la renonciation - dernier - lieu à restitution -... [Voir plus](#)

19/12/2024

## [Du mandat d'arbitrage en assurance-vie, \*R.I.S.F.-I.J.F.S.\*, 2024/3, p. 120-125](#)

DOCTRINE [T. GÉRARD](#) [DROIT CIVIL ÉTRANGER - DROIT ÉCONOMIQUE ÉTRANGER - CONTRATS SPÉCIAUX - ASSURANCES](#)

mandataire - mandat - directive - mandat d arbitrage - mandant - distribution - souscripteur - distribution d assurances - code des assurances - client - contrat - adhérent - information - intermédiaire - opération - activité - parlement européen - exigence - droit européen - arbitrage - influence - assurance - règles de conduite - droit...

19/12/2024

## [« AML Package » : nouveau tournant européen de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, \*R.I.S.F.-I.J.F.S.\*, 2024/3, p. 128-138](#)

DOCTRINE [S. DE VLEESCHOUWER - R. DEURVEILHER](#) [DROIT FINANCIER](#)

directive - financement du terrorisme - entité - autorité - risque - parlement - état - États membres - parlement européen - commission - exigence - transaction - information - niveau - prestataire - blanchiment - international journal - international journal for - services - utilisation - blanchiment de capitaux - utilisation du système...

19/12/2024

## [La lutte contre les phénomènes d'arbitrage de dividendes, \*R.I.S.F.-I.J.F.S.\*, 2024/3, p. 141-144](#)

DOCTRINE [P. DELACROIX](#) [IMPÔT SUR LES REVENUS - DROIT FISCAL - PRINCIPES GÉNÉRAUX ET ORGANISATION - DROIT EUROPÉEN - IMPÔTS - DROIT FISCAL INTERNATIONAL](#)

état - mécanisme - dividende - directive - impôt - intermédiaire - procédure - montage - action - source - taux - système - intermédiaires financiers - fraude fiscale - international - opération - États membres - pratique - revue internationale - investisseur - remboursement - international journal for - services - bénéficiaire -... [Voir plus](#)

19/12/2024

## [Obligation de la société émettrice des factures de reverser la TVA détournée par son salarié. CJUE, 30 janvier 2024, affaire C-442/22, \*R.I.S.F.-I.J.F.S.\*, 2024/3, p. 145-147](#)

DOCTRINE [S. LE NORMAND-CAILLÈRE](#) [TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE \(T.V.A.\)](#)

facture - employeur - salarié - employé - cour de justice - directive - société - insu - fraude - fiscalité - responsabilité - agissement - destinataire - risque - donnée - droit à déduction - administration fiscale - émetteur de la facture - émetteur des factures - émetteur des factures frauduleuses - comportement - services -...

19/12/2024